



Rapport sur l'administration de la Loi sur la protection des renseignements personnels 2020-2021

PUBLIÉ PAR: Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec
Montréal (Québec) H3B 1X9
dec.canada.ca

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par la ministre du Développement économique
et des Langues officielles, 2021

CATALOGUE: lu90-1/12F-PDF

ISSN: 2291-7268

Table des matières

Introduction	4
Sommaire de l'objet de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	4
Rapport annuel préparé conformément à l'article 72	4
Mandat de l'institution.....	4
Programmes et initiatives de subventions et de contributions de DEC en vigueur en 2019-2020	5
Structure organisationnelle	6
Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	6
Ordonnance de délégation de pouvoirs	7
Points saillants du rapport statistique 2019-2020	8
Demandes reçues et traitées.....	8
Disposition, délai de traitement et prorogation.....	9
Exception et exclusion invoquée.....	9
Pages examinées et divulguées.....	10
Consultations.....	10
Coûts.....	10
Impacts des mesures prises liées à la pandémie de COVID-19 sur la capacité de l'institution d'accomplir ses responsabilités en vertu de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	10
Rapports statistiques.....	10
Formation et sensibilisation	11
Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives	12
Sommaire des enjeux clés et mesures prises à l'égard des plaintes ou des vérifications	13
Plaintes.....	13
Vérifications.....	13
Suivi de la conformité	14
Surveillance du temps de traitement.....	14
Surveillance des demandes de correction	14
Atteintes substantielles à la vie privée	15
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée	16
Divulgaration dans l'intérêt du public	17
Annexes	18

Introduction

Sommaire de l'objet de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la Loi), promulguée le 1er juillet 1983, a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales.

Par son application, la Loi vise à protéger les renseignements personnels en permettant aux particuliers de consulter leurs propres renseignements. Elle assure également un contrôle important sur la façon dont sont recueillis, utilisés et communiqués de tels renseignements.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* permet aux individus d'exercer un droit général d'accès aux renseignements personnels qu'une institution fédérale possède à leur sujet, sous réserve d'exceptions précises et limitées.

Rapport annuel préparé conformément à l'article 72

Le présent document a été rédigé en réponse à l'article 72 de la Loi qui précise que les institutions fédérales doivent présenter annuellement au Parlement un rapport d'application. Celui-ci présente en détail les activités liées à l'application de la Loi à Développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC). Ce rapport est également rédigé conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

Mandat de l'institution

DEC est une des agences de développement régional (ADR) du portefeuille de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Les collectivités et les entreprises québécoises – et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME) – sont au cœur de son action. Que ce soit par l'entremise des projets qu'il finance ou de par son rôle de maillage et d'intégrateur, DEC est l'acteur fédéral clé de l'écosystème entrepreneurial québécois.

DEC accompagne et appuie les entreprises dans leurs projets. Il effectue des investissements stratégiques qui valorisent les avantages régionaux compétitifs et appuient la transition et la modernisation des collectivités. Il mise plus particulièrement sur la croissance des entreprises, l'innovation, les technologies propres, l'économie inclusive et la participation des groupes généralement sous-représentés sur le marché du travail afin de positionner les entreprises québécoises à l'avant-garde de l'économie de demain.

Ancré dans le milieu avec la présence terrain de ses 12 bureaux d'affaires, DEC mise sur la collaboration et la création de synergies avec les entreprises, les collectivités, les organismes qui les appuient et les autres ordres de gouvernement afin d'accroître la qualité et l'incidence de ses programmes. Par exemple, il forme des partenariats menant à une action concertée des acteurs du développement économique régional et assure un meilleur échange de renseignements entre organisations fédérales.

DEC apporte une perspective régionale stratégique à l'appui des priorités nationales et collabore avec d'autres ministères pour assurer l'harmonisation des politiques et des programmes gouvernementaux. Son action a des retombées significatives pour les collectivités et les entreprises québécoises, non seulement par le biais de ses investissements directs, mais aussi parce qu'elle contribue à la compréhension des besoins des régions en matière de développement économique.

Programmes et initiatives de subventions et de contributions de DEC en vigueur en 2020-2021

PROGRAMMES PRINCIPAUX

Programme de développement économique du Québec (PDEQ)

Initiatives ponctuelles ou ciblées :

- Initiative de transport aérien régional
- Fonds expériences canadiennes
- Initiative de relance économique de Lac-Mégantic
- Initiative de développement économique (IDE) - Langues officielles (Initiative nationale)
- Initiative de développement des infrastructures

Croissance économique régionale par l'innovation (CERI)¹

Initiatives ponctuelles ou ciblées :

- Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires au Québec
- Fonds d'aide et de relance régionale (FARR)
- Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer
- Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE)

PROGRAMME NATIONAL MIS EN ŒUVRE AU QUÉBEC PAR DEC

Programme de développement des collectivités (PDC)

Les principaux bénéficiaires des programmes de DEC sont les PME, les regroupements ou associations d'entreprises et les OBNL dont la mission principale est le soutien aux entreprises ou le développement économique. Ces programmes comprennent des contributions remboursables et non remboursables.

Pour en apprendre davantage sur le mandat de DEC, sa programmation et ses activités, consultez son site Internet : dec.canada.ca.

¹ Programme livré par toutes les agences de développement régional à travers le Canada.

Structure organisationnelle

Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

DEC s'acquitte de ses responsabilités en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) en se dotant d'un Bureau d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (BAIPRP) pour le traitement des demandes. Le BAIPRP relève du gestionnaire du Secrétariat ministériel, qui relève quant à lui du chef de cabinet de la sous-ministre / présidente.

Le BAIPRP est composé d'un coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et d'un conseiller. Le coordonnateur, appuyé par le conseiller, veille au respect des lois, des règlements, des procédures et des orientations générales mises en œuvre par le gouvernement.

En vertu d'une délégation de pouvoir, le BAIPRP représente DEC à titre de responsable de la LAI auprès du public, du Secrétariat du Conseil du Trésor, des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée, ainsi qu'auprès des autres ministères et institutions fédérales.

Le BAIPRP est principalement responsable des fonctions suivantes :

- Assurer le traitement des demandes et coordonner toutes les activités administratives et légales afférentes.
- Soutenir les auteurs des demandes.
- Élaborer des avis, des orientations générales et des procédures liés à l'application de la LAI et la LPRP.
- Rendre compte de l'application de la LAI et la LPRP à DEC.
- Répondre aux besoins d'information et de formation des employés de DEC.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Conformément à sa loi constitutive, DEC définit son premier dirigeant comme étant la sous-ministre / présidente. En plus d'assurer la direction de l'institution et le contrôle de la gestion de son personnel, celle-ci détient la responsabilité de l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels (LPRP).

Pour ce faire, elle a délégué les pouvoirs d'application de la Loi au poste de coordonnateur, Accès à l'information et protections des renseignements personnels. Des pouvoirs administratifs ont également été délégués au poste de conseiller, Accès à l'information et affaires parlementaires.

Une copie signée et datée de l'ordonnance de délégation est annexée au présent rapport.

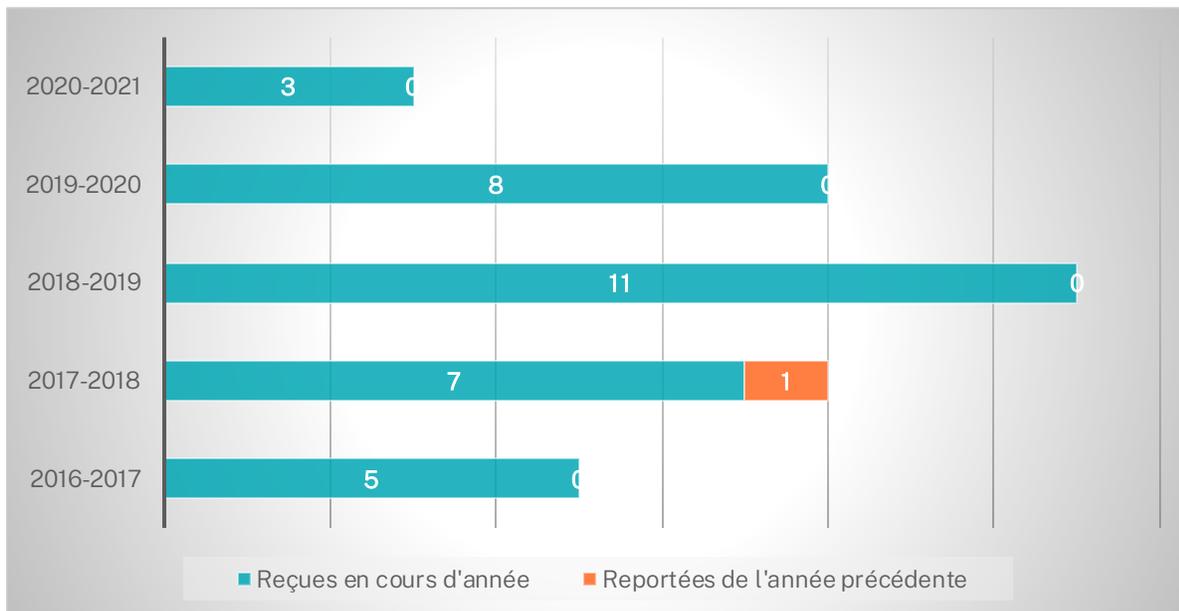
Points saillants du rapport statistique 2020-2021

Demandes reçues et traitées

Au cours de l'exercice 2020-2021, 3 demandes d'accès aux renseignements personnels ont été reçues. Aucune demande n'avait été reportée de l'année précédente. Il s'agit d'une diminution du nombre de demandes par rapport à l'année précédente au cours de laquelle 8 demandes avaient été reçues. Contrairement à l'année précédente où 5 demandes avaient été abandonnées, cette année, une seule d'entre elles a été abandonnée. Depuis que DEC accepte le dépôt des demandes d'accès aux renseignements personnels en ligne, plus de demandes sont abandonnées parce qu'elles sont soumises à DEC par erreur. Le BAIPRP a redirigé et conseillé le demandeur de présenter une nouvelle demande au ministère approprié et d'abandonner celle déposée à DEC à la suite d'une erreur d'identification du ministère par le requérant. Parmi les deux demandes restantes, des documents ont été partiellement communiqués pour l'une d'elles (50%) et des documents ont été communiqués en totalité pour l'autre (50%).

Le graphique suivant fait état du nombre de demandes d'accès aux renseignements personnels reçues depuis 2016-2017. Excluant les demandes abandonnées, DEC n'a traité que 10 demandes d'accès aux renseignements personnels au cours de cette période.

TABLEAU 1 : DEMANDES REÇUES



Disposition, délai de traitement et prorogation

La Loi prévoit que les demandes d'accès aux renseignements personnels doivent trouver réponse en deçà de 30 jours calendrier. Une prorogation n'est accordée que dans les cas exceptionnels. Les cinq demandes abandonnées l'ont été avant le 15^e jour suivant la réception de la demande. Quant aux trois demandes traitées, elles ont toutes respecté le délai établi par la Loi.

TABLEAU 2 : DISPOSITION ET DÉLAI DE TRAITEMENT

	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communication totale	1	0	0	0	0	0	0	1
Communication partielle	0	1	0	0	0	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	1	0	0	0	0	0	3

Exception et exclusion invoquée

Une exception pour l'article 26 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a été invoquée dans le cadre du traitement de la demande où des documents ont été partiellement communiqués.

Pages examinées et divulguées

En 2020-2021, les demandes d'accès à des renseignements personnels ont amené le BAIPRP à traiter 319 pages et à divulguer 318 pages. Compte tenu du taux peu élevé de demandes d'accès aux renseignements personnels traitées par DEC, aucune tendance significative ne peut être décelée.

Consultations

DEC n'a eu recours à aucune consultation dans le cadre des demandes d'accès aux renseignements personnels reçues. De plus, DEC n'a reçu aucune consultation de la part d'une autre institution.

Coûts

Les dépenses afférentes à l'administration de la Loi se sont élevées à 11 364 \$ en 2020-2021. Ce montant comprend entre autres 11 156 \$ en salaire pour l'équivalent de 0,143 employé à temps plein. Un montant de 208 \$ a aussi été dépensé en frais de voyage, de location de logiciels, de fourniture et de traduction.

Impacts des mesures prises liées à la pandémie de COVID-19 sur la capacité de l'institution d'accomplir ses responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Les mesures prises par DEC en lien avec la pandémie de COVID-19, comme le télétravail, n'ont pas eu d'impact sur la capacité de l'organisation d'accomplir ses responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Rapports statistiques

Une copie du rapport statistique 2020-2021 sur l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que le rapport statistique supplémentaire concernant les demandes affectées par la COVID-19 sont annexés au présent rapport.

Formation et sensibilisation

En 2020-2021, une séance de formation a été offerte à des employés du secteur des Opérations et une séance de formation a été livrée auprès d'employés du secteur des Politiques et Communications, totalisant une quarantaine de personnes. De plus, l'accès à l'information a été abordé dans le cadre de la séance d'accueil pour les étudiants et nouveaux employés, qui regroupait une trentaine de personnes. Le BAIPRP demeure toujours disponible pour offrir aux employés, dont les tâches nécessitent certaines connaissances de l'accès à l'information, des formations particulières.

Depuis 2017-2018, le gestionnaire du secrétariat ministériel (anciennement le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de DEC) est devenu membre associé du corps d'enseignants de l'École de la fonction publique du Canada. En sa qualité, il livre normalement certaines formations intitulées « l'Accès à l'information au sein de gouvernement du Canada » et la « Protection des renseignements personnels au sein du Gouvernement du Canada ». Toutefois, aucune formation de ce type n'a été livrée par le gestionnaire au cours de la période d'établissement de rapports en raison du contexte de la pandémie.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

DEC n'a mis en œuvre aucune nouvelle politique, ligne directrice, procédure ou initiative pendant la période d'établissement de rapports. L'organisation a toutefois mis à jour sa procédure interne en cas d'atteinte à la vie privée.

Sommaire des enjeux clés et mesures prises à l'égard des plaintes ou des vérifications

Plaintes

En cours d'exercice 2020-2021, DEC n'a reçu aucune plainte relative à une demande d'accès aux renseignements personnels.

Vérifications

DEC n'a fait l'objet d'aucune vérification ou enquête au cours de la période d'établissement de rapports.

Suivi de la conformité

Surveillance du temps de traitement

Depuis 2011, le BAIPRP s'est doté d'un logiciel pour la gestion et le traitement des demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels. Ce système facilite également le suivi des différentes activités et tâches entourant le traitement d'une demande et sert d'outil pour assurer le respect des délais prescrits par la LPRP.

Surveillance des demandes de correction

Les demandes de correction de renseignements personnels sont traitées par le BAIPRP et comptabilisées dans un système de suivi interne. Aucune demande de correction de renseignements personnels n'a été reçue au cours de la période d'établissement de rapports.

Atteintes substantielles à la vie privée

Une atteinte à la vie privée s'est produite au cours de 2020-2021 pour laquelle le Commissariat à la protection de la vie privée a été avisé. En effet, un employé a transmis par erreur les réponses de 290 employés de l'organisation au questionnaire d'autodéclaration relatif aux groupes d'équité, ainsi que certains résultats linguistiques, à des responsables de la migration de données. Après analyse de l'incident, l'organisation a déterminé que cette atteinte à la vie privée devait être considérée « substantielle », tel que décrit dans la Directive sur les atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT).

En effet, les renseignements personnels liés aux groupes d'équité en matière d'emploi sont considérés sensibles. De plus, près de 75% des employés de DEC avaient été touchés d'une façon ou d'une autre par cette atteinte. Le risque de préjudice aux employés touchés avait été jugé faible, mais tout de même présent.

Les renseignements personnels révélés concernaient des fonctionnaires et n'étaient aucunement liés à des programmes ou services externes du gouvernement. De plus, des mesures ont été prises rapidement pour identifier les personnes ayant reçu le courriel et le détruire dans leurs boîtes de réception. Finalement, les personnes ayant reçu ces renseignements étaient des fonctionnaires ayant déjà accès à certains renseignements personnels et les renseignements ayant malencontreusement été partagés ne risquaient pas de mener à un vol d'identité ou une fraude quelconque.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été menée au cours de la période d'établissement de rapports.

Divulcation dans l'intérêt du public

Au cours de l'exercice 2020-2021, aucun renseignement n'a été divulgué en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la LPRP.

Annexes

Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution: Développement économique Canada pour les régions du Québec

Période d'établissement de rapport : 2020-04-01 au 2021-03-31

Section 1: Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	3
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	3
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	3
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

Section 2: Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	1	0	0	0	0	0	0	1
Communication partielle	0	1	0	0	0	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	1	0	0	0	0	0	3

2.2 Exceptions

Article	Nombre de	Article	Nombre de	Article	Nombre de
18(2)	0	22(1)a(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	1
19(1)f)	0	22,1	0	27	0
20	0	22,2	0	27,1	0
21	0	22,3	0	28	0
		22,4	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69,1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70,1	0

2.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	2	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
319	318	3

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	1	314	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	4	1	314	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Demandes fermées

2.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	3
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	100

2.7 Présomptions de refus

2.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 5: Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise	15a(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 6: Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

0

Section 9: Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

9.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

9.2 Fichiers de renseignements personnels

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
	0	0	0	0

Section 10: Atteintes substantielles à la vie privée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	1
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	1

Section 11: Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

11.1 Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$11 156
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$208
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$208
Total	\$11 364

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0,143
Employés à temps partiel et occasionnels	0,000
Employés régionaux	0,000
Experts-conseils et personnel d'agence	0,000
Étudiants	0,000
Total	0,143

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.



Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Développement économique Canada pour les régions du Québec

Période d'établissement de 2020-04-01 to 2021-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes d'AIPRP

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

	Nombre de semaines
En mesure de recevoir des demandes par la poste	52
En mesure de recevoir des demandes par courriel	52
En mesure de recevoir des demandes en moyen d'un service de demande numérique	52

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papier dans différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents papiers non classifiés	0	0	52	52
Documents papiers Protégé B	0	0	52	52
Documents papiers Secret et Très secret	0	0	52	52

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques dans différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents électroniques non classifiés	0	0	52	52
Documents électroniques Protégé B	0	0	52	52
Documents électroniques Secret et Très secret	0	0	52	52



ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY ACT DELEGATION ORDER

ARRÊTÉ DE DÉLÉGATION EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA
LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

The President, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the President as the head of the Economic Development Agency for the Regions of Quebec, under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This delegation order replaces all previous delegation orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la présidente délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont elle est, en qualité de responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, investie par les dispositions des Lois mentionnées et de leurs règlements en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule tout arrêté antérieur.

Schedule / Annexe

Position / Poste	Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès à l'information et règlements	Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Manager, Corporate Secretariat / Gestionnaire, Secrétariat ministériel	Full authority / Autorité absolue	Full authority / Autorité absolue
Coordinator, Access to Information and Privacy / Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Full authority / Autorité absolue	Full authority / Autorité absolue
Advisor, Parliamentary Affairs and Access to Information / Conseiller, Affaires parlementaires et accès à l'information	Section / Disposition: 7, 8(1), 9, 12(2)(b), 12(3)(b), 27(1)(4), 29(1), 44(2); Regulation / Règlement: 6(1)	Section / Disposition: 14(1)

Signed in _____ on this _____ day of _____, 2019

Signé à Montréal, le 26 jour de juin 2019

Manon Brassard, Deputy Minister/President of
Canada Economic Development for Quebec Regions

Manon Brassard, sous-ministre/présidente de
Développement économique Canada pour les régions du Québec

